

RÉARMEMENT

Le Japon et l'Australie s'enrôlent dans la guerre des étoiles



Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush a dénoncé le traité de non-prolifération balistique et relancé le projet de « guerre des étoiles » qui obsède l'industrie militaire états-unienne depuis soixante ans. Il en a fait la priorité absolue de son mandat et en a trouvé la justification *a posteriori* le 11 septembre. Occulté dans les médias par la guerre en Irak, ce programme est présenté comme défensif alors qu'en réalité il ne manquera pas de provoquer une nouvelle course aux armements. Le Japon et l'Australie ont décidé de s'y associer et de faire bénéficier le Pentagone de leurs technologies.

page 2

Soros investit contre Bush

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le milliardaire George Soros revendique les 12 millions de dollars qu'il vient d'offrir pour la campagne électorale des démocrates. Ces dons ont été faits dans le respect des règles de droit mais ne sont pas comparables aux 200 millions de dollars collectés par le parti républicain auprès des chefs d'entreprise états-uniens. Surtout, selon lui, sa contribution n'a pas pour but d'acheter les faveurs d'un parti, mais uniquement de faire échec à la réélection de George W. Bush qui menace la paix.

page 8

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Le président syrien place son armée en alerte

■ Ahmed Qureih négociera au Caire avec les factions de son pays

■ Colin Powell souhaite que l'OTAN s'engage davantage en Irak d'ici l'année prochaine

■ De nombreuses organisations du monde arabe rejettent les accords de Genève

■ George W. Bush ne désapprouve pas les Accords de Genève, mais préfère la Feuille de route

page 13



L'IMAGE DU JOUR : VASSALITÉ EUROPÉENNE

Le 4 décembre 2003 au siège de l'OTAN à Bruxelles, Javier Solana rencontre le général Colin Powell. L'ancien secrétaire général de l'OTAN et actuel secrétaire général de l'Union européenne, assure qu'il s'emploiera fidèlement à ne pas laisser créer un état-major européen indépendant de l'OTAN.

Réarmement

Le Japon et l'Australie s'enrôlent dans la guerre des étoiles

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush a dénoncé le traité de non-prolifération balistique et relancé le projet de « guerre des étoiles » qui obsède l'industrie militaire états-unienne depuis soixante ans. Il en a fait la priorité absolue de son mandat et en a trouvé la justification *a posteriori* le 11 septembre. Occulté dans les médias par la guerre en Irak, ce programme est présenté comme défensif alors qu'en réalité il ne manquera pas de provoquer une nouvelle course aux armements. Le Japon et l'Australie ont décidé de s'y associer et de faire bénéficier le Pentagone de leurs technologies.



La IVe Assemblée générale du **Conseil pour la coopération de sécurité en Asie-Pacifique (CSCAP)** s'ouvre samedi 6 décembre 2003 à Jakarta (Indonésie). Elle doit être dominée par les annonces faites simultanément, le 4 décembre à Tokyo et Camberra, de la participation du Japon et de l'Australie au programme états-unien de « défense anti-missiles ». D'ores et déjà, les États de la région ont exprimé leur inquiétude de se voir plonger dans **une nouvelle course aux**

armements. Ils ont aussi interprété cette décision comme **une menace directe contre la Chine**, plutôt que comme un moyen de défense face à la Corée du Nord.

Le projet de défense anti-missiles est un fantasme récurrent de l'industrie militaire depuis les années trente. Initialement conçu par les scientifiques du **centre de recherche de Peenmüde (Allemagne)**, sous la direction du **major SS Wernher von Braun**, et théorisé par les chercheurs de la Rand Corporation (États-Unis), sous l'autorité d'Albert Wohlstetter, il ne devint un programme politique qu'avec Ronald Reagan. Dès les années 50, les États-Unis développèrent les projets anti-balistiques Nike-Zeus, Nike-X, Sentinel, puis Safeguard. En 1972, les USA et l'URSS convinrent de ne pas pousser plus loin leur arsenal d'interception, de manière à maintenir entre eux un « équilibre de la terreur ». Ils signèrent à cette fin le **traité ABM (Anti-Ballistic Missile)**, en 1972.



Le major SS Wernher von Braun, 1943

Présentation aux dignitaires nazis du centre de recherche de Peenemünde où fut conçue la « guerre des étoiles » et réalisés les V2. Von Braun devint ultérieurement le patron de la NASA.

Mais, en 1983, le président Reagan proposa son Initiative de défense stratégique (IDS) qu'il s'appliqua à présenter comme un bouclier anti-missile, c'est-à-dire comme une arme à usage exclusivement défensif. Les communicants du Pentagone la définirent comme un système d'interception des missiles adverses. Ils désignèrent comme cibles du dispositif les missiles balistiques intercontinentaux avec lesquels « l'Empire du Mal » (i. e. l'URSS) était susceptible de frapper le « monde libre ». Cependant, cette présentation n'est pas aussi claire qu'il y paraît. En effet, pour les uns les anti-missiles seront des armes installées au sol, pour d'autres, elles seront embarquées à bord de satellites. Dans les deux cas, elles pourront de toute manière être utilisées aussi à des fins offensives.

Le projet du président Reagan fut immédiatement désigné sous l'appellation de « guerre des étoiles ». Cette appellation est d'ailleurs inadéquate, dans la mesure où elle laisse croire qu'elle impliquerait des combats se déroulant entièrement dans l'espace, loin des populations. Après diverses tentatives de mise en œuvre, toutes moins concluantes les unes que les autres, l'IDS fut abandonnée, en 1987. Certains analystes estiment que, même si cette idée a échoué, elle a épuisé l'URSS dans une course aux armements qui lui fut économiquement fatale.

Quoi qu'il en soit, l'histoire de ce programme se confond depuis vingt ans avec la carrière politique et les affaires économiques de Donald Rumsfeld, successivement secrétaire à la défense de l'administration Ford, administrateur de la Rand Corporation, président de la Commission d'évaluation de la menace balistique, et à nouveau secrétaire à la Défense de l'administration Bush junior.



Source : [Missile Defense Agency](#)

Dans son acception actuelle la plus courante, la « guerre des étoiles » comprend trois types d'armes capables de tenter l'interception des missiles ennemis à tous les stades de leur trajet :

- ▶ Des Boeing 747-400 de l'Air Force, munis de lasers aéroportés sont censés, si possible, détruire les missiles peu après leur lancement. Malgré les nombreux communiqués sur des essais réussis, il semble qu'à l'heure actuelle ces lasers ne sont efficaces qu'à 800 mètres de leur cible volante, ce qui ne correspond pas à des conditions opérationnelles.
- ▶ En cas d'échec de la première solution, des destroyers de la Navy, équipés du système Aegis, sont supposés détruire les missiles lors de leur phase d'ascension. Là encore, malgré les déclarations officielles, le système ne paraît pas opérationnel.
- ▶ Enfin, en dernier recours, l'Army dispose de camions lanceurs de 16 tonnes, qui tirent des THAAD pour détruire les missiles dans leur phase descendante, dans un rayon de 100 km. S'ils ratent leur cible, ils peuvent être secourus par les Patriot. Si personne ne croit à l'efficacité du THAAD, le Pentagone a réussi à convaincre de celle des Patriot. Ceux-ci auraient réussi à intercepter des Scud irakiens tirés sur Israël, pendant la première Guerre du Golfe.

Malheureusement, les observateurs militaires présents sur place n'en croient pas un mot. Il semble qu'en réalité des Scud furent abattus par des moyens de défense antiaérienne classiques, mais que la plupart ne purent être interceptés. En tout état de cause, des Scud rudimentaires ne peuvent être comparés aux missiles modernes, ce qui laisse planer le doute sur l'efficacité des Patriots face à des armes récentes.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush dénonça le **traité ABM de 1972** pour pouvoir relancer la « guerre des étoiles ». Il prétendit évidemment pas vouloir protéger son pays de l'URSS, qui a disparu. Il présenta son projet comme le développement d'un ensemble d'armes sophistiquées garantissant une domination asymétrique sur le reste du monde. Toutefois, Bush junior n'abandonna pas les techniques de communication de Reagan. Ainsi, il s'efforce de présenter ce programme comme une défense face à la menace nord-coréenne. Donald Rumsfeld a entièrement réorganisé les agences et

commandements militaires pour poursuivre ce projet. L'ensemble a été placé sous le commandement de l'inévitable général Raph E. Eberhart (l'homme qui contrôlait l'espace aérien états-unien le 11 septembre 2001). À l'occasion de son **discours sur l'état de l'Union, du 29 janvier 2002**, George W. Bush réaffirma la priorité qu'il accorde à ce programme.



Lanceur de THAAD

En août 2003, l'office d'évaluation du Congrès (General Accounting Office) a souligné dans un rapport l'absence d'estimation précise des coûts de cette opération [1]. Les 22 milliards de dollars affectés dans le prochain budget militaire risquent, selon cet organisme indépendant, de s'avérer très insuffisants et de nécessiter des rallonges budgétaires, ouvrant ainsi un véritable gouffre financier.

Pourtant, c'est à ce moment précis que le Japon et l'Australie ont décidé de rejoindre ce projet incertain. Selon le *Mainichi Shimbun* de mercredi, le Japon investira 500 milliards de yens sur quatre ans (soit un peu moins de 5 milliards de dollars) [2]. De son côté, le ministre australien de la Défense, Robert Hill, s'est gardé de chiffrer l'investissement de son pays [3]. Si la participation japonaise semble limitée (comparé aux 22 milliards annuels des États-Unis), son apport pourrait être principalement technologique.

Tokyo et Canberra prétendent vouloir se protéger de la menace nord-coréenne. Mais à supposer qu'un jour le projet pharaonique de la « guerre des étoiles » soit effectivement opérationnel, il serait aisé pour la Corée du Nord, ou tout autre adversaire, de modifier son mode d'attaque. De nombreux experts comparent cet investissement à la « ligne Maginot », un ouvrage colossal construit par la France pour se protéger de l'Allemagne à l'issue de la Première Guerre mondiale. Elle était infranchissable, mais fut aisément contournée. Le « bouclier anti-missiles » serait totalement inutile, par exemple, dans le cas de missiles lancés depuis des cargos commerciaux, à quelques kilomètres de la cible (cet exemple fut évoqué lors des discussions préliminaires à l'entrée dans le projet de l'Australie).

Bien que l'on ne puisse pas exclure un certain aveuglement dans un tel choix stratégique, il est hautement plus probable que cet investissement répond à une autre logique que celle qui est annoncée. En effet, si l'efficacité défensive du projet n'est pas démontrée, la possibilité de disposer d'un arsenal installé en orbite donne au pays qui en dispose une supériorité stratégique évidente. Pour ses promoteurs, la « guerre des étoiles » n'est sûrement pas le scénario de science-fiction que l'on présente au public, mais un programme d'armement offensif susceptible de garantir une domination militaire asymétrique et définitive.

R. de Dédéult

Documents de référence sur RéseauVoltaire.net :

► [Les Enjeux de la défense nationale antimissile aux États-Unis](#), Sénat français, juin

2000.

► **La Coopération transatlantique dans le domaine de la défense anti-missile**, Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, décembre 2000.

► **Les Projets américains de défense antimissile**, Assemblée nationale française, juin 2001.

► **La Défense antimissile : les implications pour l'industrie européenne**, Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, décembre 2001.

[1] Cf. *Missile Defense. Additional Knowledge Needed in developing System for Intercepting Long-Range Missiles*, GAO, août 2003, 40 p. [Téléchargement \(Pdf : 1800 Ko\)](#).

[2] Cf. *Japan and Missile Ballistic Defense*, Rand Corporation, 2001.

[3] Cf. *Missile Defence for Australia : Vital Development or Strategic Snake Oil ?*, Department of the Parliamentary Library, Research Note, Canberra, 18 août 2003. [Téléchargement \(Pdf : 218 Ko\)](#).

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Soros investit contre Bush

Analyse

Le spécialiste de l'Irak, Andrew M. Cockburn, met en garde les lecteurs du *Los Angeles Times* à propos des projets de démantèlement de l'Irak. Il dément chaque argument visant à présenter l'Irak comme une mosaïque de groupes ethniques distincts et souligne que les Britanniques firent en leur temps les frais d'une tentative de partition.

Brenda Schaffer assure dans le *Christian Science Monitor* qu'il est tout à fait normal que les relations entre les États-Unis et la Géorgie soient déterminées non pas par le secrétaire d'État, mais par le secrétaire à la Défense. La Géorgie représente un intérêt stratégique pour les États-Unis, aussi bien face à la Russie qu'en matière pétrolière. On est prié de croire que la récente révolution est un mouvement spontané et que la visite cette semaine à Tbilissi de l'oligarque russe Boris Berezovsky est fortuite. Disposant d'un passeport britannique spécial, il n'a pas été arrêté par les autorités géorgiennes, malgré la demande d'extradition russe à son encontre.

Le milliardaire George Soros revendique dans le *Washington Post* les dons importants qu'il vient d'offrir pour la campagne électorale des démocrates. Ils ont été faits dans le respect des règles de droit et, malgré leur importance, ne sont de toute manière pas comparables aux sommes collectées par le parti républicain auprès des chefs d'entreprise états-uniens. Surtout, ces dons n'ont pas pour but d'acheter à l'avance les faveurs d'un parti, ni même de promouvoir un candidat particulier, mais uniquement de faire échec à la réélection de George W. Bush, qui menace la paix.

Kate Allen d'Amnesty International s'interroge dans le *Guardian* sur l'attitude du Commonwealth en matière de Droits de l'homme. Sanctionner le président zimbabwéen Robert Mugabe, c'est bien, mais ne pas faire « deux poids, deux mesures », ce serait mieux. En effet, il n'est pas le seul chef d'État critiquable et ne s'en prendre qu'à lui pourrait laisser croire à des mobiles inavoués, comme le

refus de sa réforme agraire. D'autant que la décision du Commonwealth coïncide avec l'annonce, mercredi 3 décembre, par le FMI de son possible retrait du Zimbabwe.

Le politologue Dominique Moïsi analyse dans l'*International Herald Tribune* la montée de l'antisémitisme en Europe. Pour lui, ce n'est pas tant la recrudescence d'attaques physiques qui est à craindre qu'un climat délétère. Cette opinion ne se fonde pas sur des données objectives, mais sur un sentiment qui serait partagé par la communauté juive française et que nourrissent des publications militantes. Cette tribune est publiée dans le contexte d'une nouvelle polémique sur un rapport commandé par l'Union européenne, mais non publié. Pour le Congrès juif mondial, l'Union a pris peur et n'a pas osé regarder en face le diagnostic qui lui était présenté. Mais pour d'autres, le rapport a été rejeté parce qu'il était méthodologiquement discutable et sa diffusion officielle ne fera qu'ajouter à la confusion. Quoi qu'il en soit, Dominique Moïsi valide le message de cette campagne : si actes antisémites il y a, ils seraient le fait de populations musulmanes et seraient liés à leur perception du conflit israélo-palestinien. Une affirmation moult fois répétée, mais toujours pas démontrée sociologiquement.

Andrew M. Cockburn

Andrew M. Cockburn est coauteur de *Out of the Ashes : The Resurrection of Saddam Hussein*. Il s'est récemment rendu en Irak pour réaliser un reportage pour *Smithsonian Magazine*.

« Un Irak divisé serait une triple menace »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Divided Iraq Would Be a Triple Threat », par Andrew M. Cockburn, *Los Angeles Times*, 5 décembre 2003.

Les Irakiens s'affrontent entre eux sur de nombreux sujets, mais s'accordent sur un seul : leur pays doit rester uni. Ils se sentent d'abord Irakiens avant de se sentir sunnites ou chiïtes. Même les kurdes veulent se trouver un rôle dans le nouvel Irak.

Cette unanimité tranche brutalement avec l'opinion de ceux qui, à l'extérieur du pays, estiment qu'il faut démanteler l'Irak au regard de son histoire et des velléités indépendantistes kurdes qui reviennent à intervalles réguliers. En réalité, sunnites et chiïtes se mélangent, notamment à Bagdad. Créer des États séparés reviendrait à planifier un nettoyage ethnique. L'argument selon lequel l'Irak est un pays « artificiel » ne vaut rien car aucun pays n'a été construit par Mère nature. L'Irak est bien un pays multi-ethnique, mais il n'est pas le seul. L'Iran voisin est également un mélange de populations.

Croire que l'Irak est désuni a déjà coûté des milliers de vies au Royaume-Uni après la Première Guerre mondiale et l'Iran n'a pas non plus réussi à s'appuyer sur les chiïtes durant la guerre contre l'Irak. Il est vrai qu'après la révolte contre les Britanniques, le pouvoir a toujours appartenu à des sunnites, mais les chiïtes n'en veulent pas à l'ensemble de la communauté collectivement. Le pays n'a

jamais connu de guerre entre communautés même si des gouvernements ont pu s'attaquer à certaines d'entre elles.

Si elle n'organise pas d'élections, c'est désormais l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** qui risque de faire les frais de l'unité de l'Irak.

Brenda Shaffer

Ancienne analyste des questions internationales pour le gouvernement israélien, Brenda Shaffer est directrice de recherche au Caspian Studies Program de l'université d'Harvard. Elle est l'auteur de *Borders and Brethren : Iran and the Challenge of Azerbaijani Identity*.

« Rumsfeld s'occupe du Caucase à juste titre »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Rumsfeld rightly attending to the Caucasus », par Brenda Shaffer, *Christian Science Monitor*, 5 décembre 2003.

Donald Rumsfeld se rend cette semaine en Géorgie alors que la situation de ce pays pourrait affecter toute la région de la mer Caspienne. Son objectif est de soutenir la présence états-unienne et de garantir la stabilité du Caucase. Il vient aussi pour s'assurer du soutien des gouvernements locaux à la « guerre au terrorisme ».

Le Caucase subit de plus en plus l'influence de la Russie et il faut collaborer avec Moscou pour parvenir à stabiliser la région. Aujourd'hui, 20 % de l'Azerbaïdjan est occupé par l'Arménie et en Géorgie, l'Abkhazia et l'Ossétie du Sud sont indépendantes *de facto* sous la protection de la Russie. Les conflits pourraient reprendre facilement. C'est pourquoi les États-Unis doivent travailler avec la Russie pour prévenir une reprise des combats, faute de quoi ils saperont leurs efforts respectifs dans la région.

Le Caucase a une valeur stratégique vus sa localisation et son pétrole, mais sa situation intérieure peut vite se détériorer. Il est urgent de résoudre les conflits locaux.

George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

« Pourquoi je donne »

Source : Washington Post

Référence : « Why I Gave », par George Soros, *Washington Post*, 5 décembre 2003.

Moi et de nombreux autres Américains fortunés donnons des millions de dollars à des organisations engagées dans l'élection présidentielle de 2004 car nous sommes concernés par l'orientation qu'ont pris le pays et le monde avec l'administration Bush. Si les Américains, rejettent la politique du président lors de cette élection, la doctrine Bush n'aura été qu'une parenthèse et nous pourrons retrouver notre place dans le monde. Mais s'il est réélu, nous devons vivre avec l'hostilité du monde et faire face à une spirale de violence.

J'ai donné à titre personnel 10 millions de dollars à **America Coming Together (ACT)** et 2,5 millions au **MovOn.org Voter Fund**. Ce n'est rien comparé à l'argent collecté par les groupes conservateurs et la **NRA**. Ceux-ci, plutôt que de débattre, ont pourtant tenté de décrédibiliser leurs adversaires et d'intimider les donateurs en affirmant que j'avais enfreint la loi. Je l'ai pourtant scrupuleusement respectée, surtout en comparaison avec Bush qui l'a contournée en se faisant financer par des dirigeants d'entreprises qui dépassent le don maximum autorisé en payant au nom d'un groupe. Grâce à ce système Bush a déjà récolté 200 millions de dollars.

Les fonds que je verse n'ont pas vocation à obtenir de l'influence sur un parti, mais à aider des groupes qui, comme l'ACT, mobilisent les citoyens pour qu'ils aillent voter. Tandis que MoveOn.org donne la parole à des personnes de tous bords engagés contre les politiques de Bush. Le système n'est pas parfait, mais cela fait plus de dix ans que je demande sa réforme et plus de transparence.

Kate Allen

Kate Allen est directrice d'Amnesty International au Royaume-Uni.

« Pourquoi se concentrer sur Mugabe »

Source : The Guardian

Référence : « Why pick on Robert Mugabe ? », par Kate Allen, *The Guardian*, 5 décembre 2003.

Le **Commonwealth** regroupe 1,7 milliard d'habitant soit 30 % de la population mondiale. Cette organisation devrait défendre les Droits de l'homme. Après avoir pris position contre l'apartheid, il est normal qu'elle s'oppose à la politique de **Robert Mugabe**. Cependant, il serait souhaitable que les autres membres soient également jugés pour leur non-respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales.

On note en effet, depuis le déclenchement de la « guerre au terrorisme » des abus dans le domaine des libertés et il semble que cette guerre serve d'excuse. Ainsi, en Inde, la police a vu ses pouvoirs augmenter considérablement et elle peut détenir des « suspects politiques » pour une durée de six mois sans procès. Le Royaume-Uni est le seul pays d'Europe à déroger à la Convention européenne des Droits de l'homme avec le *Anti-terrorism, Crime and Security Act* grâce auquel il détient 14 personnes sans procès sur la foi de preuves classées secrètes et auxquelles les détenus n'ont même pas eu accès. L'Australie a réformé son système de droit d'asile et désormais les réfugiés attendent dans des camps de rétention. On put aussi ajouter les exemples de la Jamaïque et des Bahamas qui pratiquent couramment la peine de mort, du Nigeria où on pratique la lapidation et de l'Ouganda où la torture est endémique. Les sanctions ne feront évoluer le Zimbabwe que s'il a réellement l'impression d'être condamné par le Commonwealth pour ses violations des Droits de l'homme.

Dominique Moïsi

Dominique Moïsi est conseiller spécial de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) est un membre européen de la Commission Trilatérale.

« Les sources de l'anxiété parmi les juifs français »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The sources of anxiety among French Jews », par Dominique Moïsi, *International Herald Tribune*, 5 décembre 2003.

Le jour où deux synagogues étaient attaquées à Istanbul, l'annexe d'une école juive était incendiée en région parisienne. Si ces deux événements n'ont probablement aucun lien et ne sont pas comparables en termes de dégâts humains, leur coïncidence a renforcé le sentiment d'insécurité de la communauté juive de France. Elle se demande si l'antisémitisme n'est pas de retour dans le pays des Droits de l'homme, qui est aussi celui de l'affaire Dreyfus.

Les actes antisémites aujourd'hui sont surtout le fait de jeunes chômeurs musulmans en colère mais, du fait du malaise des juifs français, des comparaisons avec Vichy apparaissent malgré leur manque de pertinence. La ré-émergence de la « question juive » en France est liée à des éléments non liés entre eux, mais qui se font échos.

Les Européens voient dans le conflit israélo-palestinien la principale explication de la violence au Moyen-Orient. Israël a perdu la bataille des images dans ce conflit. Désormais, ce pays est même considéré en Europe comme le principal risque pour la paix mondiale. Ce phénomène a pris plus d'importance en France avec la crise de la représentation politique qui a vu le retour d'une extrême gauche anticapitaliste aux origines antisémites qui passe aisément de la condamnation de la globalisation à celui du « peuple global », les juifs. Un homme comme José Bové joue très bien avec cette ambiguïté afin que son message trouve un écho chez les musulmans français qui s'identifient aux Palestiniens et comparent leur difficile intégration aux succès des juifs. **La population musulmane en France est dix fois supérieure à celle des juifs et elle ne cesse de croître.**

La France va-t-elle trahir les juifs comme elle l'a fait durant la Seconde Guerre mondiale ? Objectivement peut-être que rien ne le laisse craindre, mais beaucoup de juifs s'inquiètent. Pour faire régresser l'antisémitisme en France, il faut faire des efforts sur les questions d'éducation mais aussi résoudre le conflit au Moyen-Orient en impliquant les Européens dans le processus de paix israélo-palestinien. Il faut également mieux intégrer les musulmans.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le président syrien place son armée en alerte

Référence : « Syria puts army on alert », par Arie O'Sullivan et Tovah Lazaroff, *Jerusalem Post*, 5 décembre 2003.

Le président syrien Bashar al-Assad a ordonné à son armée de se préparer à une frappe armée israélienne, d'après des informations transmises par les services de renseignement militaires israéliens au gouvernement. Cet ordre fait suite au rejet par Israël des propositions de paix faites par Damas.

Un officier supérieur a confié anonymement à des journalistes que c'était la Syrie qui empêchait la paix. Dernière preuve en date, l'attentat prévu contre l'école Yokne'am, déjoué à la dernière minute, et dont l'ordre venait des bureaux du Jihad islamique, à Damas. Selon lui, l'armée israélienne aurait recommandé de bombarder des cibles syriennes si des enfants avaient été tués.

À la suite du rejet par Israël des négociations proposées par le président Bashar al-Assad, celui-ci a déclaré, mercredi 3 décembre 2003, que Tel Aviv créait des tensions avec ses « *politiques d'escalade et d'extrémisme* », ainsi que « *ses actes d'agression contre les Arabes en Palestine, Liban et Syrie* ». Selon lui, Israël répond aux « *volontés arabes de faire la paix* » avec « *négligence et rejet* ». De source militaire, l'aviation syrienne aurait élevé son niveau d'alerte et patrouillerait autour de la frontière israélienne en prévision d'un nouveau bombardement israélien.

Selon un diplomate occidental anonyme, le gouvernement syrien veut absolument éviter que se répète le scénario du bombardement du 5 octobre, qui fragilisera encore un peu plus la Syrie, dans un contexte où elle subit déjà une très forte pression états-unienne afin qu'elle cesse son soutien au terrorisme. Des responsables syriens ont mis en garde contre un nouveau bombardement. « *Si nous sommes à nouveau attaqués, les gens ne le supporteront pas, et nous devons exécuter la volonté du peuple* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Farouk Shara. Selon lui, la Syrie « *dispose de plusieurs cartes qui n'ont pas encore été jouées. N'oubliez pas qu'il y a beaucoup de colonies israéliennes dans le plateau du Golan* ».

La revue spécialisée britannique, *Jane's Defense Weekly* a publié, jeudi 4 décembre, un article selon lequel les autorités syriennes considèrent qu'Ariel Sharon est déterminé à attaquer la Syrie pour de simples raisons de politique intérieure, et qu'il pense disposer du soutien de l'administration Bush.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Ahmed Qureih négociera au Caire avec les factions de son pays

Référence : « Qureia to join cease-fire talks in Cairo today », par Arnon Regular et Yoav Stern, *Ha'aretz*, 5 décembre 2003.

Le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, se rend au Caire, ce vendredi 5 décembre 2003, afin de participer aux négociations d'un cessez-le-feu avec douze organisations militantes palestiniennes, notamment le Hamas et le Jihad islamique, sous la supervision de l'Égypte. _« *J'espère que nous parviendrons à obtenir un cessez-le-feu bilatéral [avec Israël]. (...) Tout accord est conditionné à l'assentiment d'Israël* », a-t-il déclaré avant son départ.

Les discussions devraient se terminer samedi 6 ou dimanche 7 décembre.

Ahmed Qureih rejoint donc la délégation de l'Autorité palestinienne, dirigée par le Conseiller pour la sécurité nationale, Jibril Rajoub. Celui-ci rend compte directement au président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui est impliqué dans tous les détails de la discussion.

La principale proposition discutée est relative à un arrêt des attaques anti-Israéliennes, à la fois en Israël et dans les territoires occupés. Une alternative à ce plan consiste à n'interdire que les attaques en Israël. En échange, Israël devra cesser toutes ses opérations militaires dans les territoires occupés, notamment les assassinats et les arrestations. Certaines des organisations militantes armées demandent également l'arrêt de la construction du mur de séparation. Une autre revendication à l'étude prévoit qu'Israël transfère le contrôle de quatre villes de Cisjordanie à l'Autorité palestinienne.

Sont également étudiés la durée de la trêve - la plus courte possible pour le Hamas, la plus longue possible pour Ahmed Qureih - et les mesures de sécurité que devra mettre en œuvre l'Autorité palestinienne pour assurer sa pérennité. Le Premier ministre palestinien a proposé de sceller les tunnels de Rafah, utilisés pour acheminer des armes depuis l'Égypte, et de récupérer les armes illégales.

L'application de cette trêve dépend principalement de la manière dont Israël la respectera. Les négociations essentielles auront donc lieu au moment de la rencontre entre Ahmed Qureih et son homologue israélien, Ariel Sharon. Le directeur de cabinet palestinien, Hassan Abu Libdeh, doit rencontrer le directeur de cabinet d'Ariel Sharon, Dov Weisglass, en début de semaine prochaine, afin de lui rendre compte des négociations.

D'après des sources palestiniennes, citées anonymement par *Ha'aretz*, Ahmed Qureih prévoit également de demander aux États-Unis de l'aider à appliquer le cessez-le-feu et à mener les discussions avec Ariel Sharon.

Omar Suleiman, le chef des renseignements égyptiens qui supervise les négociations, doit se rendre à Washington la semaine prochaine pour informer l'administration états-unienne des avancées réalisées.

Colin Powell souhaite que l'OTAN s'engage davantage en Irak d'ici l'année prochaine

Référence : « Powell urges greater NATO role in Iraq », par Dinal Al Wakeel, *Jordan Times*, 5 décembre 2003.

Le secrétaire d'État états-unien Colin Powell a invité, jeudi 4 décembre 2003, l'OTAN à jouer un rôle plus important en Irak afin d'aider à stabiliser le pays et à minimiser la pression exercée sur les forces états-uniennes déployées sur place.

Après avoir rencontré ses homologues à Bruxelles, il a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'aucun membre de l'alliance, et notamment l'Allemagne et la France qui étaient opposés à la guerre en Irak, ne s'était élevé contre l'idée d'un renforcement de la présence de l'OTAN.

Selon lui, l'OTAN pourrait succéder à la Pologne à la tête d'une division de la force multinationale dans le pays, dans le cadre d'un plan qui serait élaboré l'année prochaine.

L'alliance atlantique a déjà fourni un soutien logistique à la division polonaise, et seize de ses membres ont fait partie de la coalition en Irak. Colin Powell a ajouté que l'Afghanistan devait rester la priorité pour l'instant. L'Irak ne devrait devenir d'actualité que « *dans les prochains mois ou peut-être l'année prochaine* ».

Le secrétaire d'État états-unien a rappelé la résolution 1511 du Conseil de sécurité, votée, le 16 octobre 2003, qui « *encourage l'engagement d'organisations multilatérales et régionales* » en Irak.

Le secrétaire-général de l'OTAN, Lord George Robertson a fait écho aux propos du chef de la diplomatie états-unienne. « *L'Alliance doit continuer à aider les pays de l'OTAN qui prennent des rôles de direction en Irak, et se préparer elle-même à remplir de nouveaux rôles et de nouvelles missions lorsque cela sera nécessaire* ». Il a ajouté que la décision concernant l'Irak pourrait figurer sur l'ordre du jour du sommet de l'OTAN prévu à Istanbul en juin 2004.

Ces débats ont suscité des réactions du ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshyar Zeybari, qui a déclaré que son pays accueillerait très favorablement un renforcement du rôle de l'OTAN en Irak afin d'aider à y rétablir la stabilité.



De nombreuses organisations du monde arabe rejettent les accords de Genève

Référence : « Opposition parties, associations and activists condemn Geneva Initiative », par Alia Shukri Hamzeh, *Jordan Times*, 5 décembre 2003. « Le Hezbollah condamne fermement le document de Genève », *L'Orient Le Jour*, 5 décembre 2003.

Le Professional Associations Council (PAC) de Jordanie a condamné, jeudi 4 décembre 2003, l'initiative des accords de Genève, exprimant le rejet total de ce que ses membres ont qualifié de « *tous les traités compromettant le droit au retour des Palestiniens* ».

Alors que le gouvernement jordanien soutient les accords, comme l'a affirmé son porte-parole, Asma Khader, les partis d'opposition, des associations et des militants ont condamné « *l'initiative controversée* ».

Dans un communiqué similaire, le mouvement des Frères Musulmans a déclaré que personne n'avait l'autorité pour brader le droit des Palestiniens de revenir dans leur patrie. Le mouvement a demandé que ceux qui ont rédigé et signé le document soient traduits en justice, et a appelé tous les Arabes à condamner l'initiative.

Les associations demandent, pour leur part, à tous les pays arabes d'annuler les traités de paix signés avec Israël et de rejeter tous les accords qui visent à « *liquider la cause palestinienne* ».

De son côté, le Hezbollah libanais a « *fermement condamné* » le texte de l'accord, estimant qu'il offrait à Israël des « *concessions sans précédent* » et risquait de « *légitimer la liquidation de la cause palestinienne* ». Selon lui, l'Initiative de Genève « *transforme l'État palestinien promis en une entité sans souveraineté, soumise à la domination politique, sécuritaire et économique d'Israël (...) et ferme la voie à toute réclamation ultérieure des droits du peuple palestinien* ».

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

George W. Bush ne désapprouve pas les Accords de Genève, mais préfère la Feuille de route

Référence : « Bush : Geneva is 'productive' », par Nathan Guttman, *Ha'aretz*, 5 décembre 2003.

Le président états-unien, George W. Bush, a déclaré, jeudi 4 décembre 2003, que les Accords de Genève sont « *productifs, tant qu'ils adhèrent aux principes de lutte contre le terrorisme, qu'ils affirment qu'il doit y avoir de la sécurité, et que doit émerger un État palestinien démocratique et libre* ».

George W. Bush, qui s'exprimait devant la presse avant de rencontrer le roi Abdullah de Jordanie, a indiqué que « *nous apprécions ceux qui discutent de paix ; nous voulons simplement nous assurer que les gens comprennent que les principes de paix sont clairs* ».

Ces commentaires, en plus de ceux formulés par son porte-parole, semblent indiquer que le président Bush prend ses distances par rapport à l'accord, tout en rappelant l'importance de la Feuille de route.

À ce sujet, il a en effet rappelé sa position énoncée le 24 juin 2002. Pendant sa rencontre avec le roi Abdullah, il a, selon lui « *discuté de la nécessité pour les Israéliens de garder à l'esprit qu'ils soutiennent un État palestinien, comme ils me l'ont dit, et que les conditions sur le terrain doivent permettre à un État palestinien d'émerger. Et c'est pourquoi nous continuons à discuter avec eux des avant-postes illégaux et des colonies, ainsi que de la clôture* ».

Il revient selon lui aux Palestiniens de créer un gouvernement capable de lutter contre le terrorisme.

Le secrétaire d'État états-unien, Colin Powell, doit rencontrer, vendredi 5 décembre 2003, les auteurs des Accords de Genève, Yossi Beilin et Yasser Abed Rabo. Les deux hommes ont déjà eu des entretiens avec des dirigeants de la communauté juive, à New York, afin d'expliquer leur projet, qui a reçu le soutien de Bill Clinton, sous la forme d'une tribune parue dans *USA Today*.